

PIERRE RIBEAUD

Député de la 5^{ème} circonscription de l'Isère



Lettre d'actualité de Pierre Ribeaud – Vendredi 26 mai 2017 – n°66

■ REPRÉSENTER MES CONCITOYENS

Depuis mon arrivée à l'Assemblée Nationale, en plus de mon activité législative et de contrôle du gouvernement, je me suis efforcé de représenter mes concitoyens du mieux possible.

Cette fonction de représentation se traduit notamment par la nécessité de relayer auprès des pouvoirs publics, lorsque cela est justifié, les demandes, les besoins, les craintes, les interpellations des entreprises, des associations, ou encore des particuliers de ma circonscription.

Il faut ensuite assurer le suivi des dossiers.

J'ai ainsi adressé des dizaines de courriers aux différents Ministres, échangé des milliers d'emails et passé de nombreuses heures au téléphone. Je souhaitais vous en donner un aperçu, notamment au travers de deux exemples concrets : ÉCOPLA et STMICRO.

ÉCOPLA : UN TRAVAIL DE LONGUE HALEINE

Un mois après mon entrée en fonction et après avoir pris connaissance du dossier et des nombreuses actions entreprises par mon prédécesseur François Brottes, j'ai alerté le Ministre de l'Economie, Emmanuel Macron, par un premier courrier le 2 octobre 2015, l'engageant à s'investir dans le projet des salariés d'ÉCOPLA.

Afin d'assurer le suivi du dossier et de faire en sorte que les pouvoirs publics mettent tout en œuvre pour permettre une issue favorable, j'ai effectué de nombreuses relances d'octobre à février : du ministre par le biais de son conseiller chargé des restructurations d'entreprises, et de l'exécutif local via le commissaire au redressement productif.

La situation d'Écopla continuant à se dégrader j'ai réécrit à Emmanuel Macron le 22 février 2016 afin de l'encourager à se mobiliser pour la réussite du projet de reprise de l'entreprise par les 77 salariés sous forme de SCOP.

Début mars, je suis allé à la rencontre des salariés sur le site de l'usine à Saint-Vincent de Mercuze. Accompagné du maire Philippe BAUDAIN, j'ai fait le tour de l'usine et échangé avec

l'ensemble des salariés présents. Le redressement judiciaire tout juste validé par le tribunal de commerce offrait le scénario le plus favorable en vue d'un rachat de l'entreprise par les salariés.

C'était l'option que je défendais depuis plusieurs mois auprès des services du Ministre de l'Économie à Paris et en région et qui pouvait compter sur le soutien technique et financier de la Communauté de Communes du Grésivaudan pour sa mise en œuvre.

J'ai, suite à cette visite, présenté au cours d'une réunion en mars 2016 au Ministère de l'Économie la situation de l'entreprise et demandé, comme je l'avais précédemment fait, qu'une rencontre soit organisée au Ministère avec l'actionnaire principal Jerry REN.

Le Ministère s'est alors engagé à suivre de très près le dossier, notamment au niveau de la reprise en SCOP par les salariés.

La mise en liquidation est finalement intervenue le 22 mars.

D'avril à mai, j'ai entretenu un dialogue constant avec le ministère afin de relayer auprès de lui les dernières nouvelles en provenance des ex-salariés et d'insister sur la nécessité de leur accompagnement par les services de l'Etat.

Début juin, en dépit de ces efforts, et de l'excellent projet monté par les salariés, le tribunal de commerce de Grenoble rend une décision défavorable.

Je me suis alors empressé de renouveler, pendant l'été, les rendez-vous physiques et téléphoniques avec le ministère et d'écrire un courrier au garde des sceaux, Jean-Jacques Urvoas.

A partir du mois de septembre, afin de donner plus d'écho encore au combat des salariés, j'ai appelé un certain nombre de responsables politiques de premier plan (ministres, premier secrétaire du parti socialiste) à accepter leurs demandes de rendez-vous. Les ex-salariés ont commencé à bénéficier d'une meilleure exposition et leur combat a reçu un soutien de plus en plus large.

Le 21 octobre 2016 je suis retourné sur le site d'ECOPLA à Saint Vincent de Mercuze pour une réunion de travail avec les ex-salariés. Les négociations avec le repreneur CUKI étaient au cœur du débat.

Après un des semaines de discussions, une table ronde en janvier 2017 au ministère de l'économie a permis d'ouvrir des perspectives favorables et nous nous en étions alors félicités par un communiqué avec Eliane Giraud.

De février à mars 2017 j'ai suivi le dossier par de réguliers rendez-vous téléphoniques avec les différents conseillers des ministres Martine Pinville et Christophe Sirugue tout en recevant des nouvelles de ex-salariés en parallèle.

Finalement, le mardi 2 mai, je me suis rendu au ministère de l'économie et des finances pour l'annonce de la création de Cuki France sur la communauté de communes du Grésivaudan, en présence du Président de CUKI Group et du Président des Amis d'Ecopla.



C'était la conclusion de ce long et difficile dossier ainsi qu'une excellente nouvelle pour le territoire : l'entreprise s'est engagée en effet à créer 44 emplois d'ici trois ans et 12 emplois au minimum d'ici la fin de l'année 2017, durant la phase de démarrage.

SOUTIEN À STMICROELECTRONICS

À l'automne 2015, compte-tenu de la situation économique de STMicro et des inquiétudes qu'elle faisait peser sur l'emploi, j'ai tenu à rencontrer l'ensemble des représentants syndicaux à ma permanence parlementaire le 26 octobre 2015. Suite à cette rencontre, j'ai adressé, avec mes collègues parlementaires, un courrier au Ministre de l'Économie afin de l'alerter sur la situation économique de STMicro et ses conséquences sur l'emploi. Cette intervention a permis d'obtenir une rencontre au cours de laquelle nous avons pu évoquer les activités en difficultés de l'entreprise, la stratégie générale, la gouvernance, et envisager plusieurs pistes d'action, y compris au niveau européen.

Le 3 mars 2016, accompagné de mes collègues parlementaires Geneviève Fioraso et Michel Destot j'ai rencontré le Directeur de Cabinet du Ministre de l'Économie pour faire le point sur la situation de STMicroelectronics. Cette réunion a permis d'aborder les enjeux, la gouvernance, la feuille de route stratégique et l'importance de l'État actionnaire dans la prise de décisions. L'objectif étant d'avoir une entreprise qui puisse continuer à se développer et à investir en plus de rester leader dans le domaine de la micro-électronique.

Le rôle que l'État français devait jouer dans les stratégies de développement de cette entreprise qui occupe un secteur stratégique pour la France et l'Europe fut confirmé à cette occasion. Le gouvernement a travaillé sur le court terme à consolider l'activité en ayant une politique active auprès de clients potentiels.

Enfin, le 10 février dernier en compagnie de mes collègues parlementaires Eliane Giraud et Geneviève Fioraso, du Conseiller Départemental et Vice-Président de la Communauté de Communes du Grésivaudan Bernard Michon, et du Maire de Crolles Philippe Lorimier, j'ai accueilli Pierre Moscovici, Commissaire européen en charge des Affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes, venu à Crolles visiter le site de STMicro.

Il a été rappelé à cette occasion le plan actuel d'investissement de 500 millions, l'achat de 70 machines -l'installation est en cours- et le recrutement de 250 personnes pour faire face à une commande très importante.

De son côté, Pierre Moscovici a fait valoir les intérêts de l'Europe pour notre territoire - « le 5^e pôle d'innovation mondial » - et ses sociétés. Ainsi, sur la période 2014-2020, 3,2 milliards d'euros, à travers les fonds structurels européens, vont être injectés sur la grande région Auvergne-Rhône-Alpes.

Il a insisté sur les 315 milliards d'euros du Plan Juncker, qui sont disponibles pour des porteurs de projets dans le secteur du numérique, de l'efficacité énergétique, des nouvelles mobilités, mais aussi pour la recherche et l'innovation.

Enfin, il a affirmé que l'Europe a vocation à se concentrer encore davantage sur l'économie du futur, l'économie de la connaissance et l'innovation.

■ S'ENGAGER

En tant que député, j'ai été appelé à me prononcer sur un grand nombre de sujets. Par le biais de mon vote mais aussi par d'autres moyens.

Je me suis par exemple engagé en faveur du démantèlement de l'arsenal nucléaire, une problématique à laquelle je suis depuis longtemps sensibilisé.

J'ai donc signé une proposition de loi organisant un référendum sur la participation de la France à l'abolition des armes nucléaires :

Texte de la proposition

Sur proposition d'un cinquième des parlementaires et après recueil par voie électronique du soutien d'un dixième des électeurs inscrits, un référendum sera organisé dans les meilleurs délais, dans l'ensemble du territoire français, sur la question suivante :

« Voulez-vous que la France négocie et ratifie avec l'ensemble des Etats concernés un traité d'interdiction et d'élimination complète des armes nucléaires, sous un contrôle mutuel et international strict et efficace ? »

■ DIALOGUER

J'ai souhaité entretenir, au cours de mon mandat, un dialogue constant avec tous ceux qui m'ont interpellé.

Ce dialogue m'a permis d'expliquer certaines mesures décidées par la majorité à laquelle j'appartiens ou encore d'apporter des compléments d'informations lorsqu'on me les demandait.

Il y a notamment eu, au cours de cette législature, de nombreuses fausses nouvelles qui circulaient, en particulier sur internet.

J'ai, à cet égard, souvent eu l'occasion de corriger ces fausses informations et de rassurer ceux et celles qu'elles avaient inquiétés. Par exemple sur la rumeur d'une « nouvelle taxe propriétaire » ou encore l'obligation d'apprentissage de l'arabe à l'école primaire.

■ RELAYER

Ce dialogue a également permis de relayer des préoccupations et d'alerter le gouvernement sur certains enjeux.

Ce fut le cas par exemple sur la question de la demi-part des veuves : les conséquences sur les impôts locaux de beaucoup de retraités de la suppression de cette demi-part fiscale, qui avait été décidée avant 2012, étaient particulièrement désastreuses

J'avais alors été interpellé sur la question, comme de nombreux collègues.

Notre mobilisation avait conduit le ministère du Budget à neutraliser les effets néfastes de cette mesure.

Puis, nous avons adopté à l'Assemblée Nationale un amendement pour alléger la fiscalité locale des retraités modestes.

■ FAIRE DÉCOUVRIR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

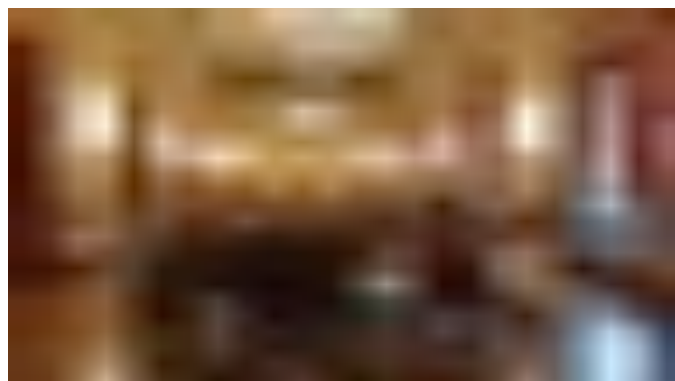
J'ai souhaité que le parlement soit un lieu ouvert à tous, dans lequel les jeunes notamment puissent se familiariser avec nos institutions. J'ai profité de mes deux années passées en son sein pour inviter le plus grand nombre de personnes à venir découvrir le Palais Bourbon et parfois assister à une séance de Questions au gouvernement.

292 habitants de la circonscription ont été accueillis à l'Assemblée Nationale.

J'ai ainsi reçu des classes des collèges de Allevard, Saint-Laurent du Pont, Saint-Martin-le-Vinoux et Villard-Bonnot et j'ai pu échanger avec eux sur l'activité de député et répondre à leurs nombreuses et intéressantes questions.



Collège Flavius Vaussehat d'Allevard



Collège Le Grand Som de Saint Laurent du Pont



Collège Chartreuse de Saint-Martin-le-Vinoux



Collège Belledonne de Villard-Bonnot

■ SOUTIEN, DISPONIBILITÉ, ÉCOUTE, PROXIMITÉ : MON ENGAGEMENT À VOS CÔTÉS

Depuis ma prise de fonction en août 2015 :

3770 courriers et mails envoyés (au 15 mai 2017)

292 habitants de la circonscription, souvent de jeunes collégiens, accueillis à l'Assemblée Nationale

115 personnes reçues en rendez-vous

466 invitations honorées sur le terrain

36 000 km parcourus pour me rendre disponible partout dans la circonscription.

65 lettres d'information hebdomadaires

■ ACTIONS DE SENSIBILISATION À LA VIE CITOYENNE

Dès que l'occasion s'est présentée, j'ai eu à cœur de contribuer à l'éducation à la citoyenneté.



C'est ainsi que j'ai rencontré les élèves de CM2 de l'école du rocher au Fontanil Cornillon dans le cadre du 21^e Parlement des enfants.

Nous avons discuté de leur proposition de loi visant à lutter contre la pollution en rendant les écoles et les bâtiments publics indépendants énergétiquement par l'utilisation des énergies renouvelables pour leur fonctionnement.

Nous avons ensuite échangé à bâtons rompus sur le rôle et les activités d'un député à l'Assemblée Nationale et dans sa circonscription.



Le rôle et l'action du député, ainsi que la préparation des lois furent également au cœur de ma rencontre avec les délégués de classe du collège Icare de Goncelin

■ DEVOIR DE MÉMOIRE ET TRANSMISSION AUX JEUNES GÉNÉRATIONS



Très attaché au devoir de mémoire, je suis présent à toutes les cérémonies commémoratives depuis ma première élection en 1995.

La transmission du devoir de mémoire aux jeunes générations complète ma démarche. C'est dans cet esprit que j'ai notamment participé à la rencontre entre l'ancien résistant Pierre Gascon, Président de l'Association des Déportés et

Internés de la Résistance, et les élèves de 3^e du collège Barnave de Saint-Égrève, pour évoquer son combat contre la barbarie nazie et plus largement la défense des valeurs universelles de liberté, résistance et solidarité.

■ 183 INTERVENTIONS

183 dossiers ont fait l'objet d'interventions et d'un suivi particulier. Quelques exemples emblématiques :

- Soutiens aux demandes de logement social, de places en EHPAD, d'emplois ou de contrats d'apprentissage.
- Intervention auprès de l'Inspection Académique pour le maintien de la 7^e classe de l'école élémentaire du Pont de Vence, à Saint-Egrève
- Interventions auprès des caisses de retraites, de l'assurance maladie, ou encore des services fiscaux pour aider à résoudre litiges et blocages administratifs
- Interventions auprès du Ministère de l'agriculture pour relayer les difficultés du monde agricole face au retard de versement des aides PAC.
- Intervention auprès du Ministère de la Culture pour permettre aux « Rencontres Brel » de Saint-Pierre-de-Chartreuse de bénéficier du fonds de soutien aux Festivals pour faire face aux dépenses de sécurité exceptionnelles liées à l'État d'urgence
- Soutien et accompagnement à la station de ski de Saint-Pierre-de-Chartreuse aux plans juridique (transfert à la Communauté de Communes Cœur de Chartreuse) et financier (obtention d'une aide financière exceptionnelle de l'État).
- Interventions auprès des fournisseurs d'accès (EDF, Orange...) pour solliciter des échelonnements de dettes pour des particuliers ou des interventions d'urgence suite à des intempéries
- Soutien à des demandes de régularisation pour des étudiants étrangers, ou des demandes de visas courts séjours pour des parents de ressortissants français désireux de séjourner en France
- Conseils et accompagnement d'associations (Accorderie, Gré'sy, Secours populaire, Restos du cœur, Arcade, TransOcéans) en recherche de locaux ou de financements publics (État, Région, Département, Intercommunalité)
- Soutien à des demandes de médailles dans l'Ordre national du mérite ou de la Légion d'honneur pour des Anciens Résistants et des personnalités locales reconnues pour leur investissement au service des autres et de l'intérêt général.
- Intervention auprès du Centre Hospitalier Alpes Isère en faveur du maintien du Centre médico-psychologique de Crolles
- Organisation d'une visite sur le site des friches industrielles des Papeteries de Lancey et du site Rétia afin de présenter les projets d'aménagement et de revitalisation économique et voir comment les réaliser en matière de financements, reclassement des zones, accès et voiries.

- Soutien auprès de la Ministre des Affaires sociales des revendications de la Confédération française des retraités et de la Fédération des retraités de la fonction publique en matière de pouvoir d'achat.
- Soutien à la commune de Pinsot pour son bistrot communal
- Intervention auprès du Préfet de l'Isère pour solliciter une rencontre avec le SIERG par rapport aux conditions de sa partition
- Intervention auprès de la CAF pour soutenir la demande de la Crèche associative Lou'ptiot de Quaix en Chartreuse de signer un Contrat Enfance Jeunesse par voie dérogatoire propre à fournir une solution pérenne de financement de nature à conforter l'activité sur le long terme et à répondre à la forte demande d'accueil
- Intervention auprès de SNCF Réseau pour demander le maintien du bâtiment de la gare de Tencin dans le giron de la SNCF et l'organisation d'une réunion de tous les acteurs concernés pour faire le point de la situation et étudier les perspectives, notamment celle d'une réouverture.
- Interventions auprès de la Région Rhône-Alpes pour solliciter le rétablissement des TER supprimés sur la ligne Chambéry-Grenoble, et un meilleur respect des horaires.
- Organisation d'une réunion de travail sur la problématique des risques naturels à Frogès avec les élus des communes concernées, de la Communauté de Communes et du Département, et la participation du Préfet et des services de l'État afin de travailler sur l'évolution des zones violettes, bloquées en termes d'urbanisation tant au plan économique que de l'habitat, et voir comment faire muter ces zones pour les rendre éventuellement constructibles tout en prenant en compte la prévention des risques naturels et la sécurité des populations.
- Interventions auprès du Ministère de l'Environnement et du Préfet de Région afin que les études déjà réalisées au titre de la loi sur l'eau ou de la prévention des risques naturels servent à l'étude d'impact du nouveau projet de manière à réduire le délai annoncé de reconstruction du Pont de La Buissière face aux enjeux cruciaux pour le développement local.

■ INFOS PRATIQUES

Les bureaux de la permanence de La Terrasse seront fermés à partir du 1^{er} juin.

Il sera possible de me contacter par mail à l'adresse pribeaud@assemblee-nationale.fr ou par téléphone au 01 40 63 68 93 jusqu'au vendredi 16 juin 2017.

PIERRE RIBEAUD

Permanence

77 place de la Mairie / 38660 LA TERRASSE

Tél. : 04 76 92 18 96 / Fax : 04 76 92 18 98

Bureaux accessibles aux personnes à mobilité réduite



[Facebook.com/PierreRibeaudDepute](https://www.facebook.com/PierreRibeaudDepute)



Suivez l'actualité de Pierre Ribeaud sur [Facebook.com/PierreRibeaudDepute](https://www.facebook.com/PierreRibeaudDepute)

Pour modifier les informations vous concernant ou si vous souhaitez vous désinscrire : pierre.ribeaud@orange.fr